

Europe centrale

1993 : séparation de la Tchécoslovaquie → Républiques Tchèque et Slovaque indépendantes

République tchèque

Population rom	200 000 à 250 000 soit 2,4% de la population totale autres minorités : les Slovaques et les Allemands
Date d'arrivée	15 ^e siècle
Statut	Nationalité tchèque et citoyenneté européenne à partir de 1989, statut de minorité nationale Romani, langue vivante reconnue (ratification en 2006 de la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires)
Habitat	Accès variable selon le niveau social Cas de logement insalubres
Éducation	Droit à recevoir un enseignement dans la langue de son groupe minoritaire et droit d'utiliser cette langue dans les rapports avec l'administration Persistance des inégalités de traitement entre enfants roms et non roms malgré l'adoption d'un Plan national d'action. Ségrégation scolaire (classes spéciales, écoles pour handicapés mentaux) Très peu d'étudiants roms en lycée et supérieur
Emploi	accès à l'emploi difficile, discrimination à l'embauche (80% selon l' European Roma Rights centre) droit à une assistance sociale en cas de chômage mais délai d'obtention plus long que pour le groupe majoritaire
Discriminations et atteintes aux droits	Aversion grandissante de la population majoritaire contre les Roms. Tout au long de l'été et l'automne 2013, série de manifestations anti-Roms organisées par des groupes d'extrême-droite dans des dizaines de villes à travers le pays. Agressions Inspections municipales de logement discriminatoires Problème en suspens : problèmes des écoles spéciales et problème du logement
Avancées et perspectives	Progrès dans insertion dans la vie politique 2008, nouveau code pénal qui sanctionne les agressions racistes Roms représentés au gouvernement par l'intermédiaire du Conseil en charge des minorités nationales Fondation d'un parti : Initiative civique Rom Association civique pour la culture et la presse rom, des associations réparties sur tout le territoire Musée de la culture Rom à Brno, appuyé par les partis politiques

Slovaquie

Population rom	400 000 et 480 000 (évaluation minimale) soit 9% de la population totale autres minorités nationales : hongroises et ukrainiennes
Date d'arrivée	15 ^e siècle
Statut	<u>période communiste</u> : politique de sédentarisation, appartement neuf livré contre l'abandon de la roulotte romani, langue vivante reconnue (ratification en 2001 de la Charte européenne)

	des langues régionales ou minoritaires)
Habitat	Après la privatisation des kolkhozes, impossibilité pour les Roms de payer un loyer pour leur logement : retour à la vie nomade par nécessité et installation dans des campements illégaux, sans accès aux services publics ni aux commodités essentielles. Selon un rapport, 600 communautés vivent dans un habitat insalubre.
Éducation	Interdiction légale de la ségrégation à tous les niveaux ; dans les faits 30% des enfants orientés vers écoles pour handicapés mentaux légers d'où un niveau d'enseignement très bas, insuffisant pour offrir un débouché professionnel Taux de scolarisation faible, fort taux d'analphabétisme 3% des enfants roms ont accès à l'école secondaire 0,3% sont diplômés universitaires Recommandation des institutions européennes : ouvrir des classes pour l'apprentissage préalable du slovaque comme il est fait pour la minorité hongroise
Emploi	Selon le Code du travail : mêmes droits que pour les Slovaques (emploi, protection, chômage) mais chômage élevé dans la communauté rom Manque de formation et discrédit du groupe rom Annonce fréquente "pas de Rom" Aucune sanction contre les employeurs (contrairement à la loi). Adoption d'une loi (29/10/2013) réintroduisant le "travail public" comme condition d'accès aux allocations ("travail forcé" qui concernera avant tout la minorité rom).
Santé	Carence dans le domaine de la protection de la santé et du planning familial Urgence d'un programme d'action pour y remédier Un progrès : renonciation aux stérilisations forcées grâce aux ONG
discriminations et violences	Il existe 14 murs pour séparer les communautés roms des autres. Attitude de la population majoritaire agressive, volonté de ségrégation surtout à l'école. Roms victimes de violence y compris de la part de la police Refus d'enregistrer les plaintes Justice complaisante, Groupes sous représentés dans les instances politiques
Avancées et perspectives	Droits des minorités reconnus par la Constitution Interdiction de toute discrimination : adoption d'une approche de discrimination positive dans la loi anti-discrimination pour faciliter le recrutement de travailleurs Roms Constitution démocratique, non raciste mais pour transformer les mentalités, travail en commun nécessaire entre ONG slovaques et roms